

COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN

Société anonyme au capital de 27 605 120 €
Siège social : 185, rue de Bercy, 75012 Paris
542 097 324 R.C.S. Paris – APE : 3530 Z

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Etats financiers consolidés intermédiaires condensés au 30 juin 2010

I – Bilan consolidé au 30 juin 2010
(En milliers d'euros)

Actif	Notes	30/06/2010	31/12/2009
Immobilisations incorporelles	2	229 012	201 475
Immobilisations corporelles	2	323 729	332 190
Titres disponibles à la vente	3.1	138	138
Prêts et créances au coût amorti	3.1	4 153	5 104
Participation dans les entreprises associées		22 584	20 306
Impôts différés actifs		0	0
Total actif non courant		579 616	559 213
Prêts et créances au coût amorti	3.1	2 466	914
Instruments financiers dérivés actif	3.1	2 027	461
Créances clients et autres débiteurs	3.1	54 034	121 693
Stocks	5	11 923	24 188
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.1	0	8 829
Total actif courant		70 450	156 085
Total actif		650 065	715 298
Passif			
Capitaux propres	V	215 903	193 798
Dont intérêts minoritaires		483	456
Provisions	6	187 414	183 103
Dettes financières	3.2	19 617	45 579
Autres passifs		1 281	1 118
Impôts différés passif		6 265	11 175
Total passif non courant		214 577	240 975
Provisions	6	10 172	13 622
Dettes financières	3.2	71 259	87 805
Instruments financiers dérivés	3.2	9 875	254
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	3.2	71 644	125 747
Dettes d'impôt courant		0	0
Autres passifs	3.2	56 637	53 097
Total passif courant		219 586	280 525
Total passif et capitaux propres		650 065	715 298

II – Compte de résultat consolidé au 30 juin 2010
(En milliers d'euros)

	Notes	30/06/2010	30/06/2009
Chiffre d'affaires.....	7	262 137	244 044
Autres produits opérationnels.....		0	0
Achats.....		-110 887	-121 216
Charges de personnel.....		-20 237	-18 846
Amortissements, dépréciations et provisions.....		-13 936	-9 971
Autres charges opérationnelles.....		-67 476	-53 586
Résultat opérationnel courant.....		49 602	40 425
Résultat sur cession d'actifs.....		-76	-25
Dépréciation d'actifs corporels, incorporels et financiers.....		26	-50
Résultat des activités opérationnelles.....		49 552	40 350
Coût de l'endettement financier net.....		-377	-1 626
Autres produits financiers.....		-33	137
Autres charges financières.....		-2 543	-2 030
Résultat financier.....	8	-2 953	-3 519
Impôts sur les bénéfices.....	9	-16 003	-12 581
Quote-part de résultat dans les entreprises associées.....		2 129	1 445
Résultat net total.....		32 725	25 695
Intérêts minoritaires.....		85	-7
Résultat net part du groupe.....		32 640	25 702
Résultat net par action.....		18,92	14,90
Résultat net dilué par action.....		18,92	14,90

III – Etat du résultat global au 30 juin 2010
(En milliers d'euros)

	30/06/2010	30/06/2009
Résultat net de la période.....	32 725	25 695
Pertes et gains actuariels.....	-1 237	6 009
Variation de la juste valeur des instruments de couverture...	-7 959	-2 518
Ecart de conversion.....	683	284
Impôt.....	3 159	-1 214
Autres éléments du résultat global.....	-5 354	2 561
Résultat global.....	27 371	28 256

IV – Tableau des flux de trésorerie consolidés
(En milliers d'euros)

	Au 30/06/2010	Au 30/06/2009
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'ouverture.....	8 829	14 108
Résultat net.....	32 725	25 695
Quote-part de résultat MEE.....	-2 129	-1 445
Dividendes reçus des MEE.....	551	412
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions.....	13 873	12 302
Instruments financiers.....		50
Résultat sur cessions d'actifs.....	93	53
Résultat financier.....	2 953	3 519
Impôt sur les bénéfices.....	16 003	12 581
Perte de valeur.....	42	-28
Marge brute d'autofinancement avant charges financières et impôts.....	64 111	53 139
Impôt décaissé.....	-10 283	3 592
Variation du besoin en fonds de roulement.....	68 432	89 514
Flux issus des activités opérationnelles.....	122 260	146 245
Investissements.....	-40 401	-34 091
Cessions.....	-574	25
Acquisition immobilisations financières.....	-15	-354
Réduction des autres immobilisations financières.....	16	67
Intérêts reçus sur actifs financiers non courants.....	-606	-199
Dividendes reçus sur actifs financiers non courants.....	0	0
Flux issus des activités d'investissement	-41 580	-34 552
Opérations de financement :		
Dividendes versés.....	-5 265	-5 271
Remboursement des dettes financières.....	-6 076	-12 796
Besoin de trésorerie (financement).....	-11 341	-18 067
Augmentation des dettes financières.....	12	23
Dégagement de trésorerie (financement).....	12	23
Intérêts financiers versés.....	-377	-1 868
Intérêts financiers reçus.....		242
Variation des découverts bancaires.....	-68 491	-60 361
Flux issus des activités de financement.....	-80 197	-80 031
Variation de trésorerie.....	483	31 662
Trésorerie de clôture.....	9 312	45 770

V – Etat de variations des capitaux propres
(En milliers d'euros)

	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves consolidées	Pertes et gains actuariels	Variations justes valeurs et autres	Ecart de conversion	Capitaux propres part du groupe	Intérêts mino-ritaires	Capitaux propres
Capitaux propres au 31 décembre 2008.....	1 725 320	27 605	4 568	147 884	2 525	-3 716	-619	178 247	-275	177 972
Résultat net.....				25 702				25 702	-7	25 695
Dividendes distribués.....				-5 176				-5 176	-125	-5 301
Variation de juste valeur des instruments de couverture enregistrée directement en capitaux propres.....						-2 518		-2 518		-2 518
Ecart de conversion.....							284	284		284
Pertes et gains actuariels.....					6 042			6 042	-33	6 009
Impôt sur les éléments reconnus en capitaux propres.....				-1 214				-1 214		-1 214
Autres.....								0	-26	-26
Capitaux propres au 30 juin 2009.....	1 725 320	27 605	4 568	167 196	8 567	-6 234	-335	201 367	-466	200 901
Résultat net.....				-1 500				-1 500	-70	-1 570
Dividendes distribués.....									-3	-3
Variation de juste valeur des instruments de couverture enregistrée directement en capitaux propres.....						6 603		6 603		6 603
Ecart de conversion.....							68	68	-10	58
Pertes et gains actuariels.....					-15 268			-15 268	33	-15 235
Impôt sur les éléments reconnus en capitaux propres.....				2 984				2 984		2 984
Autres.....									60	60
Capitaux propres au 31 décembre 2009.....	1 725 320	27 605	4 568	168 680	-6 701	369	-267	194 254	-456	193 798
Résultat net.....				32 640				32 640	85	32 725
Dividendes distribués.....				-5 176				-5 176	-89	-5 265
Variation de juste valeur des instruments de couverture enregistrée directement en capitaux propres.....						-7 959		-7 959		-7 959
Ecart de conversion.....							682	682		682
Pertes et gains actuariels.....					-1 214			-1 214	-23	-1 237
Impôt sur les éléments reconnus en capitaux propres.....				3 159				3 159		3 159
Capitaux propres au 30 juin 2010.....	1 725 320	27 605	4 568	199 303	-7 915	-7 590	415	216 386	-483	215 903

VI – Notes aux états financiers intermédiaires

En date du 31 août 2010 les états financiers consolidés intermédiaires condensés au 30 juin 2010 de la Société CPCU et de ses filiales, ont été présentés au Conseil d'Administration de CPCU qui a autorisé leur publication.

INFORMATIONS SUR LA SOCIETE

CPCU SA, Société mère du Groupe et de ses filiales, dont le siège social est situé au 185 rue de Bercy 75012 PARIS, est une Société Anonyme à Conseil d'Administration soumise aux dispositions du livre II du Code de Commerce ainsi qu'à toutes les autres dispositions légales applicables aux Sociétés commerciales françaises.

Elle est régie par les dispositions légales et réglementaires, en vigueur et à venir, applicables aux sociétés anonymes et par ses statuts.

La Société est cotée sur Euronext compartiment C.

Activité de la société

CPCU est concessionnaire de la Ville de Paris pour « la distribution de chaleur pour tous usages par la vapeur ou l'eau chaude, sur le territoire de la Ville de Paris » aux termes de la convention de concession en date du 10 décembre 1927 dont la fin est prévue le 31 décembre 2024.

Note 1 – Référentiel et principes comptables

1.1 – Référentiel

En application du règlement européen du 19 juillet 2002 sur les normes comptables internationales (IFRS), les états financiers consolidés annuels du Groupe sont établis conformément au référentiel IFRS tel que publié par l'IASB et adopté dans l'Union Européenne¹.

Les états financiers consolidés intermédiaires condensés du Groupe établis pour la période de six mois close au 30 juin 2010 ont été préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire* qui permet de présenter une sélection de notes annexes. Les états financiers consolidés intermédiaires condensés n'incluent donc pas toutes les notes et informations requises par les IFRS pour les états financiers annuels et doivent donc être lus conjointement avec les états financiers annuels de l'exercice 2009, sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes consolidés intermédiaires condensés décrites ci-après.

(1) Référentiel disponible sur le site Internet de la Commission Européenne http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

1.2 – Principes comptables

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des états financiers consolidés intermédiaires condensés sont identiques à ceux retenus pour l'exercice clos au 31 décembre 2009 conformément au référentiel IFRS tel que publié par l'IASB et adopté dans l'Union Européenne, à l'exception des normes, amendements et interprétations de l'IFRIC applicables de façon obligatoires en 2010 et décrits dans le paragraphe suivant :

1.2.1 Normes IFRS, amendements et interprétations de l'IFRIC applicables de façon obligatoire en 2010

- IFRS 3 révisée – Regroupements d'entreprises qui s'applique aux prises de contrôle (au sens de la norme IAS 27 révisée) intervenues depuis le 1^{er} janvier 2010 et IAS 27 révisée – Etats financiers consolidés et individuels.Improvements to IFRS 2009 – Améliorations annuelles aux normes internationales d'information financière
- Amendement IAS 39 – Eléments éligibles à la couverture
- Amendement IFRS 2 – Transactions intra-groupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie
- Amendement IFRS 5 (Amélioration annuelle des IFRS 2008) – Classification d'actifs non courants (ou groupes destinés à être cédés) comme détenus en vue de la vente et activités abandonnées
- IFRIC 17 – Distributions d'actifs non monétaires aux propriétaires

Ces amendements et interprétations n'ont pas induit d'impact significatif sur les Etats Financiers du Groupe au 30 juin 2010.

1.2.2 Normes IFRS et interprétations de l'IFRIC dont l'application est obligatoire après 2010 et non anticipée par le Groupe en 2010

- IFRS 9 – Instruments financiers²
- Amendement IAS 32 – Classement des émissions de droits
- IAS 24 révisée – Parties liées Informations à fournir²
- IFRIC 19 – Extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres²
- Amendement IFRIC 14 – Cotisations payées d'avance au titre des obligations de financement minimal²
- Improvements to IFRS 2010 – Améliorations aux normes internationales d'information financière²

L'analyse des incidences de l'application de ces normes et interprétations est en cours.

(2) Ces normes et interprétations n'étant pas encore adoptées par l'Union Européenne, il s'agit d'une traduction libre.

1.3 – Utilisation du jugement et d'estimations

Estimations

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour la détermination de la valeur des actifs et des passifs, l'évaluation des aléas positifs et négatifs à la date de clôture, ainsi que les produits et charges de l'exercice.

En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, le Groupe révisé ses estimations sur la base d'informations régulièrement mises à jour. Il est possible que les résultats futurs des opérations concernées diffèrent de ces estimations.

Les estimations significatives réalisées par le Groupe pour l'établissement des états financiers portent principalement sur les provisions (cf note 6), dont les engagements de retraite et assimilés (cf note 6.1) et les provisions sur le réseau (cf note 6.2) et sur les instruments financiers (cf note 3).

Jugement

Outre l'utilisation d'estimations, la Direction du Groupe a fait usage de jugement pour définir le traitement comptable adéquat de certaines activités et transactions notamment lorsque les normes et interprétations IFRS en vigueur ne traitent pas de manière précise des problématiques comptables concernées.

Des informations sur le contenu de ces jugements sont présentées dans la Note 1 des états financiers annuels 2009.

Conformément à IAS 1, le Groupe présente séparément dans l'état de situation financière les actifs courants et non courants, et les passifs courants et non courants. Au regard de la majorité des activités du Groupe, il a été considéré que le critère à retenir pour la classification est le délai de réalisation de l'actif ou de règlement du passif : en courant si ce délai est inférieur à 12 mois et en non courant s'il est supérieur à 12 mois.

1.4 – Particularités propres à l'établissement des états financiers intermédiaires

Saisonnalité des activités

L'activité de CPCU est liée à la saison de chauffe, commençant vers le début octobre et finissant fin avril. Les entretiens des équipements (chaufferies, réseau) sont concentrés sur les mois d'été durant lesquels l'activité est réduite à la livraison d'eau chaude sanitaire.

Le résultat au 1^{er} semestre est donc favorisé par une activité de chauffe et la faiblesse des travaux d'entretiens par rapport à celui du second semestre.

La trésorerie à fin juin est améliorée par l'encaissement des facturations de la période de chauffe et est peu grevée par les dépenses d'entretien et de maintenance des équipements.

L'activité du Groupe est, par nature, une activité saisonnière. Cependant, on constate que la rigueur climatique est un facteur encore plus important que la saisonnalité en terme d'impact sur les différents indicateurs d'activité dont le résultat des activités opérationnelles. En conséquence, les résultats intermédiaires au 30 juin 2010 ne sont pas nécessairement révélateurs de ceux attendus pour l'ensemble de l'exercice 2010.

Note 2 – Immobilisations incorporelles et corporelles

Au cours du 1^{er} semestre 2010, les acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles se sont élevées à respectivement 30 M€ et 6 M€ et se décomposent essentiellement comme suit :

Immobilisations incorporelles : la valeur brute du droit incorporel a augmenté de 30 M€ en lien avec l'extension du réseau de distribution de vapeur suite aux travaux notamment réalisés :

- dans le cadre du projet T3 à hauteur de 24 M€,
- pour la boucle d'eau chaude Pré St Gervais pour 2,5 M€,

Immobilisations corporelles : 6 M€ qui concernent principalement les investissements réalisés pour le puits de géothermie Paris Nord Est pour 1,2 M€.

Par ailleurs les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles du 1^{er} semestre se sont élevées respectivement à 15 M€ et 2 M€, soit 17 M€ au total.

Note 3 – Instruments financiers

Note 3.1 - Actifs financiers

Les différentes catégories d'actifs financiers sont les suivantes :

(En milliers d'euros)	30/06/2010			31/12/2009		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Titres disponibles à la vente.....	138	0	138	138	0	138
Prêts et créances au coût amorti.....	4 153	2 466	6 619	5 104	914	6 018
Instruments financiers dérivés	0	2 027	2 027	0	461	461
Créances clients et autres débiteurs	0	54 034	54 034	0	121 693	121 693
Trésorerie et équivalent de trésorerie	0	0	0	0	8 829	8 829
Total actifs financiers.....	4 291	58 527	62 818	5 242	131 897	137 139

Les fortes variations des postes "Créances clients et autres débiteurs" et "Trésorerie et équivalent de trésorerie" sont liées à la saisonnalité de l'activité (cf note 1.4).

Note 3.2 – Passifs financiers

(En milliers d'euros)	30/06/2010			31/12/2009		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Dettes financières.....	19 617	71 259	90 876	45 579	87 805	133 384
Autres passifs.....	1 281	0	1 281	1 118	0	1 118
Instruments financiers dérivés	0	9 875	9 875	0	254	254
Avances et acomptes reçus sur commandes...	0	7 396	7 396	0	7 390	7 390
Fournisseurs.....	0	37 782	37 782	0	88 180	88 180
Autres dettes d'exploitation.....	0	23 125	23 125	0	27 713	27 713
Passif de renouvellement.....	0	3 341	3 341	0	2 465	2 465
Autres passifs d'exploitation.....	0	56 637	56 637	0	53 097	53 097
Autres passifs hors exploitation	0	0	0	0	0	0
Total passifs financiers.....	20 898	209 415	230 313	46 697	266 904	313 601

La forte décroissance concernant les postes « Dettes financières » et « Fournisseurs » est liée à la saisonnalité de l'activité.

La valorisation des instruments financiers provient de la juste valeur :

- des achats à terme fuel et charbon ; ces achats sont réalisés à compter du 1^{er} janvier 2010 par Portfolio Services, filiale spécialisée du Groupe GDF-SUEZ,
- des achats à terme d'USD.

Note 4 – Gestion des risques liés aux instruments financiers

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour gérer et réduire son exposition aux risques de marché provenant de la fluctuation des taux d'intérêt, des cours de change, des prix des matières premières et de l'énergie. Le recours à des produits dérivés s'exerce dans le cadre d'une politique Groupe en matière de gestion des risques de taux, de change et de matières premières.

Note 4.1 - Risque de crédit

L'exposition maximale du Groupe au risque de crédit peut être appréciée à hauteur de la valeur comptable des actifs financiers et de la juste valeur des dérivés inscrits à l'actif de son bilan. Le Groupe est exposé au risque de crédit essentiellement de part ses activités opérationnelles.

La crise actuelle a conduit à un renforcement du suivi du risque de contrepartie qui a permis de confirmer que l'exposition du Groupe n'est pas accrue.

Activités opérationnelles

L'encours des créances clients et autres débiteurs est présenté dans le tableau ci-dessous :

(En milliers d'euros)	Actifs non dépréciés échus à la date de clôture					Actifs dépréciés Total	Actifs non dépréciés non échus Total	Actifs nets Total
	0-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	au-delà d'un an	Total			
Créances clients et autres débiteurs								
au 30 juin 2010	12 918	3 866	1 942	6 716	25 442	378	28 214	54 034
au 31 décembre 2009	9 023	250	1 173	6 302	16 748	395	104 550	121 693

Les variations de l'encours clients et autres débiteurs sont liées à la saisonnalité de l'activité (cf note 1.4).

Note 4.2 - Risque de liquidité

Une convention de trésorerie mise en place en octobre 2007 entre CPCU et GDF Suez Finance couvre les besoins de trésorerie depuis cette date. La société dispose de 100 M€ de ligne de crédit sur compte courant GDF Suez Finance par convention de trésorerie.

Les financements externes mis en place (locations financement et emprunts) ont été accordés de manière irrévocable.

Note 5 – Stocks

(En milliers d'euros)	30/06/2010	31/12/2009
Matières premières (charbon, fioul).....	6 712	19 115
Autres pièces détachées	5 345	5 024
Quotas CO2.....	853	956
Valeur brute.....	12 910	25 095
Provision pour dépréciation.....	987	907
Valeur nette.....	11 923	24 188

Quotas CO2

Le plan national d'affectation des quotas de Gaz à effet de serre (CO2) pour la seconde période 2008 – 2012 a attribué au Groupe CPCU 1 563 592 quotas (de tonnes de CO2). En 2010, les émissions du 1^{er} semestre se sont élevées à 773 818 quotas pour CPCU et 211 288 quotas pour Cogé-Vitry (985106 quotas au total) générant une charge respective de 439 K€ et 82 K€. Les quotas non utilisés sont reportables sur les années restantes de la période et au-delà de 2012.

Les stocks de quotas au 30 juin 2010 de CPCU et de Cogé-Vitry sont respectivement de 1 012 Kt et de 220 Kt contre 990 Kt et 259 Kt au 30 juin 2009.

Note 6 – Provisions (courant et non courant)

(En milliers d'euros)	Notes	Montant au 31/12/2009	Augmentations : dotations de la période	Diminutions : reprises de la période		Reclassement	Variation liée à la désactualisation	Montant à la fin de la période 30/06/2010
				Montants utilisés	Montants non utilisés			
Non courant		183 103	7 462	6 825	293	1 997	1 970	187 414
Avantages au personnel.....	6.1	81 259	2 428	1 383		-504	1 970	83 770
Provision pour retours d'eau.....	6.2	84 034	4 502	5 406		3 879		87 009
Autres.....		17 810	532	36	293	-1 378		16 635
Courant.....		13 622	136	1 589	0	-1 997	0	10 172
Avantages au personnel.....	6.1	2 143				504		2 647
Provision pour réparation retours d'eau.....	6.2	3 879				-3 879		0
Autres.....		7 600	136	1 589		1 378		7 525
Total provisions courantes et non courantes.....		196 725	7 598	8 414	293	0	1 970	197 586

Note 6.1 – Avantages postérieurs à l'emploi

L'augmentation de la provision de 3 M€ s'explique par :

- la désactualisation de la provision à hauteur de 2 M€, dont la contrepartie se trouve en charges financières, le taux d'actualisation étant inchangé à 4,64 % par rapport à celui à fin 2009,
- la comptabilisation de pertes et gains actuariels à hauteur de 1,2 M€, provenant de l'écart entre l'estimé 2009 et le réel 2009 s'agissant de :
 - l'assurance invalidité, vieillesse et décès (IVD), compte tenu des calculs définitifs de la CNIEG (Caisse Nationale des Industries Electriques et Gazières) sur l'exercice 2009 communiqués au 1^{er} trimestre 2010,
 - l'indemnité de fin de carrière (IFC), dont la moitié de l'augmentation vient de l'introduction de l'indemnité de congé exceptionnel de fin de carrière (18 jours) dans le calcul à compter de 2010.

Note 6.2 – Provision pour retours d'eau

La provision pour retours d'eau a été constituée afin de remettre en état les canalisations de retours d'eau, lesquelles véhiculent les condensats restitués par les clients en sortie des sous-stations jusqu'aux chaufferies produisant de la vapeur. Cette provision couvre une obligation de travaux à effectuer par CPCU, signifiée par la DRIRE.

La provision est calculée de la manière suivante :

- Une liste des canalisations à inspecter est établie. Cette liste est détaillée par tronçons.
- Un devis de remplacement est établi pour chaque tronçon par le bureau d'études en fonction du diamètre de la canalisation, et tient compte des différents éléments (génie civil, canalisation, désamiantage éventuel...). Le coût de remplacement est alors égal au prix du mètre de canalisation multiplié par la longueur du tronçon.
- La provision, par tronçon, est ensuite calculée sur la base du coût et d'un taux de remplacement issu de données historiques et validé par la direction générale. Les données historiques sont les longueurs remplacées et les longueurs inspectées entre 2004 et 2009.
- Le montant de la provision est égal à la somme des provisions par tronçon, diminuée des travaux réalisés.

La partie « courante » de la provision pour retours d'eau correspond à l'anticipation du montant des travaux pour l'exercice suivant.

- La dotation à la provision pour retours d'eau s'élève à 4,5 M€ dont :
 - 4,1 M€ pour le réseau Paris,
 - 0,4 M€ pour le réseau Hors Paris.

Cette dotation comprend deux éléments distincts :

- i) Une dotation complémentaire de 6,5 M€ correspondant à de nouveaux tronçons pour lesquels une provision est nécessaire compte tenu des critères d'éligibilité retenus.
- ii) Une diminution du coût de l'inspection pour 2 M€. Cette baisse provient de l'actualisation du coût moyen qui passe de 105 € par mètre linéaire à 97,7 € par mètre linéaire ; celui-ci est calculé sur la base des travaux d'inspection internes et externes à la CPCU sur les exercices 2009 et 2010.

- La reprise de la provision pour retours d'eau s'élève à 5,5 M€ dont :
 - 5,2 M€ de reprise sur le réseau Paris,
 - 0,3 M€ de reprise sur le hors Paris.

Cette reprise correspond aux travaux curatifs effectués suite à des sinistres ou préventifs suite à des inspections.

Note 7 – Chiffre d'affaires

(En milliers d'euros)	30/06/2010	30/06/2009
Ventes de chaleur et prestations de services.....	194 354	185 587
Ventes d'électricité.....	37 981	41 450
Ventes au concédant.....	29 802	17 007
Total.....	262 137	244 044

Le chiffre d'affaires consolidé augmente de 7 % de 244 M€ au 30 juin 2009 à 262 M€ au 30 juin 2010 et se décompose ainsi :

- les ventes d'électricité baissent de 41 M€ au 30 juin 2009 à 38 M€ au 30 juin 2010 (- 7 %), cette baisse reflétant une baisse des prix de l'électricité vendue, corrélative à la baisse du prix du gaz,
- les ventes de chaleur augmentent de 186 M€ au 30 juin 2009 à 194 M€ au 30 juin 2010 (+ 4 %) en raison de la hausse des volumes vendus (+ 6,3 %),
- les ventes au concédant (investissements de biens de retour) progressent de 17 M€ au 30 juin 2009 à 30 M€ au 30 juin 2010 (+ 76 %). Au 30 juin 2010, les ventes au concédant sont essentiellement constituées par les ventes réalisées dans le cadre de la construction de la canalisation structurante « T3 » à hauteur de 24 M€.

Note 8 – Résultat financier

Le résultat financier au 30 juin 2010 et au 30 juin 2009 se compose comme suit :

(En milliers d'euros)	30/06/2010	30/06/2009
Coût de la dette nette.....	-377	-1 626
Autres charges financières.....	-2 543	-2 030
Autres produits financiers.....	-33	137
Total.....	-2 953	-3 519

La diminution du coût de la dette nette provient de la baisse des taux d'intérêts.

L'augmentation des autres charges financières s'explique principalement par la variation du coût financier (représentatif du coût de désactualisation de l'engagement) des engagements de retraite qui évolue de M€ 1,7 en 2009 à 2 M€ en 2010.

Note 9 – Impôt sur les bénéfices de l'exercice

La charge d'impôt comprise dans le résultat se ventile comme suit :

(En milliers d'euros)	30/06/2010	30/06/2009
Impôts courants.....	-17 733	-9 600
Impôts différés.....	1 730	-2 981
Total.....	-16 003	-12 581
Taux effectif d'impôt.....	34,34%	34,16%

Note 10 – Parties liées

Liste des parties liées et des principales transactions :

- GDF-SUEZ Energie Services : refacturation de services (ex : assurance, personnel détaché, assistance administrative) (3 M€)
- Tiru : contrat d'achat par CPCU de la vapeur produite par les usines Syctom (18 M€).
- Climespace : refacturation de services (ex : personnel détaché, assistance administrative).
- SNC Cogé Vitry :
 - refacturation de services (ex : contrat de conduite de maintenance, personnel détaché, assistance administrative),
 - achat de vapeur par CPCU à SNC Cogé Vitry (14 M€).
- SNC CVE : vente de vapeur par CPCU à SNC CVE (6 M€).
- Transports Réunis Services : transport, traitement, manutention et stockage de charbon (2 M€).
- SOVEN : achat énergie (30 M€).
- GDF Suez Finance : compte - courant de trésorerie entre CPCU et GDF Suez Finance par une convention (42 M€).

Rapport semestriel d'activité

I - Analyse des résultats consolidés du 1^{er} semestre 2010.

Le périmètre de consolidation n'a pas évolué en 2010 par rapport à 2009 et comprend :

- ◆ La société intégrée globalement dans les comptes consolidés : CVE,
- ◆ La société intégrée proportionnellement à hauteur du pourcentage de détention par CPCU, soit 50 % : Cogé Vitry,
- ◆ Les sociétés mises en équivalence à hauteur du pourcentage de détention par CPCU : Climespace (22 %), Tiru (19 %), CVD (45 %), TRS (26 %).

Compte tenu de la forte contribution des comptes de la société CPCU aux comptes consolidés du Groupe CPCU, la majorité des commentaires sur les comptes exposés ci-avant restent valables pour les comptes consolidés et seront complétés des remarques ci-dessous relatives à la contribution des filiales :

Chiffres consolidés Groupe CPCU M €	2009 S1	2010 S1	Variation
Chiffre d'Affaires	244	262	7%
- Chaleur	186	194	4%
- Electricité	41	38	-7%
- Concédant	17	30	76%
EBITDA (1)	54	66	22%
ROC (2)	40	50	24%
Résultat financier	-4	-3	-16%
Mises en équivalence	1	2	49%
Impôts sur les Sociétés	-13	-16	23%
RESULTAT NET PART DU GROUPE	26	33	27%
Investissements	20	36	80%

(1) résultat avant amortissements, provisions, résultat financier, résultat des mises en équivalence, impôt

(2) résultat avant résultat financier, résultat des mises en équivalence, impôt

Le chiffre d'affaires consolidé augmente de 7 % de 244 M € en 2009 à 262 M € en 2010 et se décompose de la manière suivante :

- Les ventes de chaleur augmentent de 4 % de 185 M € en 2009 à 194 M € en 2010 en raison de la hausse des volumes vendus.
- Les ventes d'électricité baissent de 7 % de 41 M € en 2009 à 38 M € en 2010, cette baisse reflétant la baisse du prix de l'électricité vendue corrélative à la baisse du prix du gaz.
- Les ventes au concédant (investissements de biens de retour) progressent de 76 % de 17 M € en 2009 à 30 M € en 2010, en lien avec la réalisation des travaux de la canalisation structurante « T3 » de nature exceptionnelle et représentant 12 M € en 2009 et 24 M € en 2010.

Le résultat avant amortissements, provisions, résultat financier et impôt (« EBITDA ») progresse de 21 % de 54 M € en 2009 à 66 M € en 2010.

Cette progression vient essentiellement de l'exploitation de CPCU et a une double origine :

- La marge sur énergie (« R1 ») progresse de 15 M € en raison d'une rigueur climatique favorable, couplée avec une baisse significative des coûts des énergies, due à (i) une baisse du prix du gaz déréglé, (ii) un mix énergétique favorable en lien avec une disponibilité très satisfaisante des centrales de production.
- La marge sur coûts fixes (« R2 ») baisse de 3 M € en raison de la hausse des coûts d'entretien, en particulier le réseau condensats.

Le résultat opérationnel courant (« ROC ») progresse de 24 % de 40 M € en 2009 à 49 M € en 2010.

Cette progression de 9 M € est composée :

- D'une baisse de résultat de Cogé Vitry de 1 M € : l'exercice 2009 avait bénéficié de la reprise non récurrente de provision suite au paiement de la TICGN d'un montant de 0,7 M €,
- D'une progression de résultat de CPCU de 10 M €,

La progression de l'EBITDA de CPCU entre le 1^{er} semestre 2009 et le 1^{er} semestre 2010 (+12 M €) est minorée d'un solde net des dotations et reprises des provisions et amortissements en baisse de 2 M € en 2010 par rapport à 2009 venant de :

- La reprise de provision non récurrente TICGN intervenue en 2009 pour un montant de 1,4 M €.
- D'un solde net des provisions pour risques en baisse de 2,6 M € en raison de dotations plus importantes sur le réseau condensats,
- Partiellement compensés par une charge de renouvellement en baisse de 2 M € en 2010 par rapport à 2009, en raison de la prolongation de concession de 7 ans (avenant 9).

Résultat des sociétés mises en équivalence

Le résultat des sociétés mises en équivalence augmente de 1,4 M € en 2009 à 2,1 M € en 2010 selon le détail ci-après :

Résultat mis en équivalence	2009	2010	Variation
Climespace	0,5	1,1	120%
Tiru	0,9	1,0	12%
CVD	0,0	0,0	-68%
TRS	0,1	0,1	-18%
Total (M €)	1,4	2,1	47%

Le résultat mis en équivalence augmente de 47 % entre le 1^{er} semestre 2009 et le 1^{er} semestre 2010 en raison de la progression des résultats de Climespace.

La contribution de Climespace augmente de 0,5 M € à 1,1 M € entre le 1^{er} semestre 2009 et le 1^{er} semestre 2010 en raison d'éléments non récurrents :

- Une indemnité de 2,3 M € a été perçue en conclusion du sinistre dans la galerie Semapa de 2001.
- Le passif de renouvellement a été ajusté de -1,7 M €.

Sans ces éléments, le résultat de Climespace est stable, les raccordements (+5 % en puissance) étant compensés par les baisses de consommation, dont une origine est la climatologie défavorable du 1^{er} semestre.

La contribution des autres sociétés (Tiru, CVD, TRS) n'évolue pas significativement.

Le résultat de Tiru est en amélioration, mais reste très inférieur à l'exercice 2008 avant crise économique.

Résultat Financier

Le résultat financier s'améliore de - 3,5 M € en 2009 à - 2,9 M € en 2010 et s'analyse en :

- Coût financier lié aux retraites (« désactualisation de la provision ») en progression de 1,7 M € en 2009 à 2 M € en 2010.
- Coût financier lié à l'actualisation de l'indemnité du Concédant augmente de 0,2 M € en 2009 à 0,3 M € en 2010.
- Charges financières qui diminuent de 1,6 M € en 2009 à 0,6 M € en 2010 en raison de la baisse des taux d'intérêt court terme à des niveaux historiquement bas et de la fin d'un crédit-bail important conclu à un taux relativement élevé.

Impôt sur les sociétés

L'impôt augmente de 13 M € en 2009 à 16 M € en 2010 en lien avec la hausse du résultat courant.

Résultat net consolidé

Le résultat net consolidé est en progression de 27 % (26 M € en 2009 et 33 M € en 2010), la hausse du résultat opérationnel courant (+9 M €), du résultat financier (+1 M €) et du résultat des filiales mises en équivalence (+1 M €) étant atténuée par la hausse de l'impôt (+3 M €).

II - Résultat prévisionnel 2010

CPCU est soumis à de nombreux aléas (climatologie, cours des matières premières, des changes, risques d'exploitation tant en production qu'en distribution).

Les résultats favorables du 1^{er} semestre ont comme origine des éléments non récurrents : climatologie favorable (rigueur climatique importante et régulière), prix des énergies en baisse.

Les résultats du 2nd semestre sont attendus conformes au budget. Les prix des énergies et la parité EUR/USD ont une forte volatilité susceptible d'influencer significativement le résultat du 2nd semestre 2010.

Les dépenses d'entretien en 2010 sont budgétées à 43 M €, soit un niveau identique à celles de 2009. Il correspond à la poursuite des efforts engagés sur le réseau condensats.

Globalement, l'exercice 2010 est attendu en progression au niveau du Chiffre d'Affaires et du résultat, mais à des niveaux moindres que ceux observés à l'issue du 1^{er} semestre 2010.

Les investissements devraient rester à un niveau très élevé, de l'ordre de 80 à 85 M €, en raison de la réalisation de la canalisation structurante « T3 », en léger retrait par rapport à 2009 (97 M €).

III – Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées ne présentent pas d'évolution significative.

IV – Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste que, à ma connaissance, les états financiers consolidés résumés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de notre Groupe, et que le rapport semestriel d'activité donne une image fidèle des informations visées à l'article 222-6 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers.

Thierry Franck de Préaumont
Président-Directeur Général

Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain

CPCU, S.A.

Période du 1^{er} janvier 2010 au 30 juin 2010

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code Monétaire et Financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société CPCU, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2010 au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 31 août 2010

Les Commissaires aux Comptes

Tuillet Audit
Brigitte Vaira-Bettencourt

ERNST & YOUNG et Autres
Yvon Salaün